

Représenter les agriculteurs : de l'unité symbolique à l'éclatement ?

8 janvier 2014

Dans sa dernière livraison, la revue *Politix* consacre un dossier aux agriculteurs comme groupe social. Jusqu'aux années 1980, la cogestion des questions agricoles entre l'État et le syndicalisme majoritaire est allée de pair avec une impression d'unité socioprofessionnelle, les représentants parvenant à formuler ou à imposer l'intérêt commun du « monde agricole », au-delà des différences entre orientations techniques, régions de production et familles politiques.

Selon Ivan Bruneau, qui propose une synthèse historique très utile, on assisterait depuis à une érosion de ce « pouvoir de représentation ». Les articles du dossier entendent le démontrer à partir d'enquêtes dans différents « lieux de production des intérêts agricoles » : espaces médiatiques (Ivan Chupin et Pierre Mayance sur l'autonomie relative des journalistes de la presse agricole à l'égard de la contrainte syndicale ; Édouard Lynch sur les grèves du lait en France en 1964, 1972 et 2009), syndicats généralistes (Élise Roullaud sur les « experts » de la PAC au sein de la Confédération paysanne ; Alexandre Holbeika sur la FDSEA de l'Orne), mais aussi espaces « spécialisés », engagés dans une dynamique de reconnaissance institutionnelle (Madlyne Samak sur l'agriculture biologique dans les Alpes-Maritimes, Juliette Rogers sur les AOC fromagères en Basse-Normandie et en Bourgogne).

Au-delà du secteur agricole, sont ainsi posées à nouveaux frais des questions classiques de la science politique : « quelles sont les logiques sociales et politiques qui structurent aujourd'hui la formation des groupes militants ? Comment sont sélectionnés les porte-paroles et les responsables ? Comment s'articulent les différents niveaux de production et de diffusion des discours et revendications ? ».

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source : <http://www.cairn.info/revue-politix-2013-3.htm>